



ASIGOS

PREAVIS N° 11 – 2026

Concernant l'octroi au Comité de direction d'une autorisation générale de plaider, pour la durée de la législature 2026 – 2031

**Au Conseil intercommunal
de l'ASIGOS**

Jouxens-Mézery, le 13 août 2026

Madame la Présidente,
Mesdames et Messieurs les Conseillers,

La loi du 28 février 1956 sur les communes (LC) stipule à son article 4, point 8, ce qui suit :

“Le Conseil intercommunal délibère sur :

...

l'autorisation de plaider (sous réserve d'autorisations générales qui peuvent être accordées au Comité de direction).

...”

Parallèlement, l'article 12, point 11 du règlement du Conseil intercommunal, entré en vigueur le 16 mai 2006, a la même teneur.

D'autre part, le Code de procédure civile du 14 décembre 1966 dispose :

“ Art. 68 Le mandataire doit justifier sa vocation par la production des pouvoirs et des autorisations nécessaires. Lorsque le mandataire agit au nom des personnes suivantes, il doit produire :

b) pour les communes, une procuration de la Municipalité, signée par le Syndic et le Secrétaire et, à défaut d'un règlement spécial à cet effet, une autorisation du Conseil communal ou général, signée par le Président et le Secrétaire de ce corps.

Art. 70 Sous réserve des dispositions de la loi sur les communes, la procuration et l'autorisation de plaider doivent être spéciales et littérales.

La procuration générale renfermant pouvoir exprès de plaider est suffisante si elle émane d'une personne absente du canton.

Les pouvoirs et autorisations donnés par une autorité doivent être revêtus du sceau. “

Cette pratique permet au Comité de direction d'agir dans tout litige possible, sans devoir solliciter dans chaque cas l'autorisation du Conseil intercommunal.

Il est d'usage dans la majorité des communes de ce canton de procéder de la sorte en début de législature par mesure de simplification administrative.

CONCLUSION

Au vu de ce qui précède nous vous demandons, Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Conseillers, de bien vouloir prendre la décision suivante :

- ayant eu connaissance du préavis n° 11 – 2026 ;
- après avoir entendu le rapport de la Commission ad hoc désignée pour examiner cet objet ;

Le Conseil intercommunal de l'ASIGOS

d é c i d e

d'accorder au Comité de direction une autorisation générale de plaider pour la période législative s'étendant du 1^{er} juillet 2026 au 30 juin 2031.

AU NOM DU COMITE DE DIRECTION

Le Président

La Secrétaire

Tony Capuano

Nathalie Prior

ASIGOS

Adopté par le Comité de direction dans sa séance du 13 août 2026.



ASIGOS CONSEIL INTERCOMMUNAL

Extrait du procès-verbal
Séance du 30 septembre 2026
Présidence : Geneviève Noseda Guignard

Le Conseil intercommunal de l'ASIGOS

- vu le préavis No 11-2026 adopté par le Comité de direction le 13 août 2026 ;
- ouï le rapport des commissions chargées d'étudier cet objet ;
- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour ;

Décide

d'accorder au Comité de direction, en application de l'art. 4 al. 1 ch. 8 de la loi sur les communes (LC) et de l'art. 14 ch. 14 des statuts de l'ASIGOS, une autorisation générale de plaider pour la période s'étendant du 1er juillet 2026 au 31 décembre 2031 ;

de demander au Comité de direction de rendre compte, à l'occasion du rapport de gestion annuel, de l'emploi fait de l'autorisation générale de plaider. Pour chaque procédure, le compte rendu indique, dans la mesure compatible avec la sauvegarde des intérêts de l'ASIGOS et les obligations de confidentialité, l'objet du litige, la juridiction concernée, la qualité de l'ASIGOS dans la procédure, la valeur litigieuse lorsqu'elle peut être déterminée, l'état ou l'issue de la procédure ainsi que les coûts juridiques engagés.

Amendements

N°1 : Accorder au Comité de direction, en application de l'art. 4 al. 1 ch. 8 de la loi sur les communes (LC) et de l'art. 14 ch. 14 des statuts de l'ASIGOS, une autorisation générale de plaider.

N°2 : Cette autorisation est valable pour la législature 2026 – 2031 et jusqu'au 31 décembre 2031.

N°3 : Compléter les conclusions par l'obligation d'information mentionnée ci-dessus.

Ainsi délibéré en séance le 30 septembre 2026.

la Présidente

Geneviève NOSEDA GUIGNARD

la secrétaire

Anne MEIER

Avis affiché le 2 octobre 2026